

INSTABILITÉ, AUSTÉRITÉ : C'EST À NOUS DE JOUER !

Il serait faible de dire que l'état du monde ne s'est pas arrangé cet été : la faim utilisée par Israël pour poursuivre son génocide à Gaza, l'Ukraine toujours assiégée malgré les gesticulations de Trump, le Soudan, le Congo...

Ce "désordre mondial" illustre la fin d'un monde tel qu'il s'est construit depuis la seconde guerre mondiale, ainsi que l'incapacité de l'ordre néolibéral à résoudre les contradictions du système capitaliste. Les dirigeants des grandes puissances (Trump, Poutine, Xi Jinping...) considèrent que les règles internationales ne sont plus adaptées pour assurer la domination de leur bourgeoisie nationale dans la concurrence internationale. Le retour d'un impérialisme agressif et guerrier révèle aussi une lutte acharnée pour le contrôle de ressources naturelles limitées. À cette transformation de l'ordre international s'ajoute un autre élément. Structuré politiquement par un prétendu "choc des civilisations", une partie de l'occident – blanc et judéo-chrétien – pense qu'est venu le temps de la confrontation face à un ennemi barbare fantasmé. Les 110.000 manifestant·es anti-immigration et anti-islam du 13 septembre à Londres sont l'illustration de l'importance de cette coordonnée dans les choix politiques actuels. Cette idéologie altérise et déshumanise de façon tellement forte qu'elle rend in fine possibles les pires atrocités comme celles que vivent les palestinien·nes. À une échelle moindre mais suivant la même logique, Macron mêle libéralisme effréné, autoritarisme et réarmement militaire.

Heureusement des résistances, voire des révolutions populaires, redonnent de l'espoir : en Serbie, au Népal ou encore en Ukraine où des organisations de gauche combattent aussi bien l'envahisseur russe que les politiques antisociales de Zelenski... Des résistances dans lesquelles le syndicalisme joue, partout, un rôle.

Et le souffle d'énergie, de détermination et d'union qui a prévalu partout en France le mercredi 10 septembre montre un enthousiasme profond et rempli de conviction sur le besoin indispensable de changer de logiciel. Le tout dans une joie militante collective qui donne des forces. [...]

LES DISCRIMINATIONS DE GENRES ET DE SEXUALITÉS TUENT !

Des mois de harcèlement lesbophobe sur son lieu de travail auront poussé Caroline Grandjean au suicide le 1er septembre 2025.

Alors que les personnes LGBTQIA+ souffrent de discrimination et de violences – (2 à 3 fois supérieures pour les lesbiennes, gays et bisexuel·es, bien plus pour les personnes trans – le risque de suicide est accru d'autant par rapport au reste de la population.)

Malgré ces constats étayés par des études depuis 2010 en France et rappelés en 2021 par Santé Publique France, trop peu de mesures sont prises pour éviter les conséquences des LGBTQIAphobies.

Dans l'Éducation nationale, une fois le « pas de vague » dépassé, il ne reste plus que le déplacement de la victime. Face au contexte nauséabond international comme européen, c'est l'ensemble de la communauté éducative – personnels, parents, collectivités territoriales et Éducation nationale - qui doit réagir. Nous devons systématiquement dénoncer toute discrimination et pousser l'institution à prévenir les risques (recueil de parole, écoute, alertes) et à mieux accompagner et protéger les personnels.

C'est un projet de société à part entière que nous devons construire dans lequel notre action syndicale pèsera

Macron : un projet contre la population, une politique génératrice de crise

[...]Le budget proposé par le désormais ex-premier ministre Bayrou était un budget de guerre. Guerre contre les plus précaires, guerre contre les agent-es publics, guerre contre toute idée de justice sociale, guerre tout court au vu de l'augmentation du seul budget de la défense... Le nouveau premier ministre, le très macroniste et réactionnaire Sébastien Lecornu, a annoncé qu'il souhaitait annuler la suppression des deux jours fériés : une mesure de communication mais qui ne change fondamentalement rien à ce projet de budget incarnant la politique de Macron et son monde. En s'appuyant sur le mythe de la dette, ils opèrent un démantèlement de l'État social : allocations, aides, services publics... Un démantèlement qui frappe d'abord les pauvres, les femmes, les classes populaires, particulièrement les personnes racisées et a comme conséquence directe un renforcement des inégalités car les riches sont, elles et eux, préservé-es. Pourtant, le creusement de la dette est le résultat des politiques fiscalement injustes menées depuis des décennies et renforcées depuis 2017 : deux rapports du Conseil d'Analyse Économique et de l'INSEE le disent encore en cette rentrée. Ce sont des orientations dont l'échec est observable et quantifiable que l'on persiste à appliquer : un projet purement idéologique donc.

Aucune surprise à ce que les politiques scolaires suivent la même trajectoire. Les transformations majeures imposées à l'École depuis Blanquer ont pour conséquence un creusement des inégalités scolaires.

Malgré cela le ministère persiste et renforce des choix qui ont prouvé leur échec du point de vue des missions de l'école publique : nouveaux programmes, évaluations et pilotage par les indicateurs, injonctions pédagogiques, médicalisation et institutionnalisation de la difficulté scolaire et du handicap... Des choix tout aussi idéologiques que les choix budgétaires qui renforcent les dynamiques ségrégatives déjà inhérentes à l'école capitaliste. Ces attaques cohérentes et globales provoquent un front de refus dans lequel le syndicalisme de lutte et de transformation sociale a un rôle particulier à jouer. [...]

UN SITE,
UNE REVUE



De l'absence de soutien à la maltraitance institutionnelle

Malgré les discours, c'est toujours le principe du « pas de vague » qui préside aux relations entre les collègues et la hiérarchie. Les personnels supportent une charge mentale non négligeable. Tout d'abord la peur, la culpabilité au quotidien et ensuite la violence de cette institution qui va refuser de voir ce qui se passe entre ses murs allant jusqu'à nier les paroles et les souffrances, les incidences sur la vie personnelle. Ainsi la protection fonctionnelle n'est toujours pas accordée automatiquement, l'exercice du droit de retrait n'est que rarement reconnu. La seule réponse du déplacement ne saurait être satisfaisante car elle ne règle rien sur le fond et peut participer d'un accroissement du sentiment d'injustice, comme sont inacceptables les demandes de se mettre en arrêt. La plupart du temps, nos collègues ne reçoivent pas le soutien et la protection suffisantes de leur employeur qui pourtant leur sont dues : l'administration préfère donner raison aux parents, aux mairies lors d'incidents de plus en plus violents afin de garantir une trompeuse paix sociale. Cette absence de soutien tourne désormais à une véritable maltraitance des personnels.

Nous connaissons toutes et tous des situations qui laissent les collègues en grande souffrance au mieux, détruit-es au pire. Nous devons exiger que l'institution joue son rôle de protection des personnels en tant qu'employeur et de se doter d'outils réellement efficaces pour endiguer cette maltraitance qui devient systémique.

[...] Il s'agit de s'opposer à l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir mais aussi à d'autres hypothèses d'orientation sociale-libérale certes moins austéritaires mais qui restent à l'opposé des intérêts populaires.

Construire dans notre champ, redonner du pouvoir d'agir

Les attaques sur l'emploi, le gel des salaires, l'absence de réponses à la problématique de l'amélioration des conditions de travail, au manque et aux conditions d'emploi des AESH... provoquent indignation et colère. Pour construire une mobilisation dans la durée, s'appuyer sur la nécessité d'un autre budget pour l'École est un levier essentiel.

Mais nous devons tirer les enseignements du mouvement des retraites. L'unité syndicale la plus large possible est indispensable pour mettre massivement les salarié·es dans la rue. Cependant le cadre descendant, de haut en bas, a placé le monde du travail en attente, dépossédant les salarié·es de leur pouvoir de réfléchir, de s'organiser et d'agir à l'échelle et selon les modalités qui leur conviennent. La désertion des Assemblées Générales n'est pas la cause mais la conséquence de l'absence d'auto-organisation des luttes. Notre travail de terrain doit donc prioritairement, en plus de l'information, chercher à redonner ce pouvoir agissant aux personnels : la réflexion, la formulation et la construction de leurs propres revendications, de leurs espaces décisionnels les rendant nécessairement plus acteurs et actrices des suites nécessaires à donner.

La FSU-SNUipp, en tant que syndicat unitaire mais aussi de lutte et de transformation sociale, doit articuler recherche d'unité permanente en haut et prise d'initiatives à la base pour ouvrir des espaces de mobilisation permettant l'implication de bas en haut.

Le succès du 10 septembre montre que la volonté de construire existe et qu'une partie importante de la population est disponible pour le faire.

**POUR
ADHÉRER**



Car une des leçons de la séquence "Indignons-nous" "Bloquons tout" du 10 septembre est que les organisations syndicales voient naître des échéances avec lesquelles elles doivent ensuite composer. Enfin, d'autres échéances existent déjà à l'instar des marches Climat, Justice, Libertés du 28 ou des mobilisations féministes auxquelles la FSU appelle. Et toutes les composantes du mouvement social prennent conscience des enjeux comme le montre l'appel de l'Université d'été des Mouvements Sociaux et des Solidarités. Il faut créer les conditions d'un grand mouvement contre Macron, son austérité, son monde. Donc mettre au pot commun les mouvements qui se construisent en parallèle. Cela passe nécessairement par un investissement du syndicalisme de luttes et de transformation sociale à construire l'auto-organisation du monde du travail, être ouvert·es sur les échéances, inventifs et inventives sur les cadres et les formes de luttes. [...]

**SÉBASTIEN LECORNU NOMMÉ À MATIGNON :
LE MESSAGE DE MACRON À TOUS LES FRANÇAIS**



Peser politiquement pour ne pas subir

[...] Nos luttes sont politiques par nature. Le contexte renforce cette tendance. Car, au-delà du budget, la question de l'exécutif se pose, celle de la dissolution n'est pas écartée non plus. Dans la colère qui s'exprime contre le budget, il y a en filigrane une colère qui n'a pas disparu depuis les Gilets jaunes et qui s'est même accentuée avec le non-respect du vote en 2024 contre le mépris de classe qui est de plus en plus flagrant, ignominie du pouvoir et de celles et ceux qui l'incarnent. Entrer en action avec un débouché politique aux luttes est un réel moteur de mobilisation. La séquence du NFP, permise par la puissante mobilisation des retraites, a montré les possibilités d'union programmatique a minima, mais construite notamment sur la base des revendications syndicales : les urnes nourries par les luttes. Dans le moment que nous traversons, cette absence d'union politique est dévastatrice. Elle affaiblit le mouvement social mais pire, elle renforce l'extrême-droite et rend toujours davantage possible l'accession du RN, alors même que les questions de justice sociale sont les plus à même de révéler sa nature capitaliste, et donc de l'affaiblir. Il y a donc un réel enjeu stratégique à court terme, pour renforcer la mobilisation et gagner un autre budget. Mais aussi à moyen et long terme pour répondre à la crise politique et institutionnelle ouverte depuis plus d'un an : il faut ouvrir les espaces de discussion, de disputes et de construction communs à l'ensemble du mouvement social sans exclusive. Cette co-construction renforce d'ailleurs notre indépendance en exigeant la prise en compte des revendications du mouvement social par le politique. La FSU et tout le syndicalisme de lutte et de transformation sociale doivent être les piliers de ce front politique et social, seule hypothèse à même de répondre à la menace fasciste. Certes la responsabilité syndicale est grande dans un contexte instable et inquiétant. Mais il faut avoir confiance : la rentrée sociale est brûlante et le camp d'en face fragilisé. Il n'appartient qu'à nous de provoquer sa chute et de changer les choses.

Contre le génocide, la colonisation et l'apartheid : Palestine vivra !

Le 12 septembre à l'ONU, les États-Unis et Israël ont voté contre la déclaration majoritaire sur la reconnaissance d'un État palestinien. Quelques jours avant, Israël tentait d'assassiner des négociateurs palestiniens au Qatar. S'il restait des doutes sur le rôle de l'impérialisme américain, ils tombent. Trump brandit la déportation de celles et ceux qu'il désigne comme indésirables, Netanyahu poursuit ses abominations avec son plan de colonisation et d'extermination de toute forme de vie palestinienne. L'impunité de leurs actes suprémacistes et criminels résonne avec la montée de l'extrême droite partout.

C'est aux peuples du monde entier de construire le rapport de force pour le respect du principe de l'auto-détermination des peuples, et l'internationalisme comme la seule voie possible vers une paix juste et durable.

Si 142 pays se sont exprimés pour la Palestine, c'est parce que en leur sein les populations pèsent pour exiger des sanctions contre Israël et l'arrêt de toute complicité, notamment militaire. Les expressions, actions et mobilisations populaires doivent redoubler pour peser sur les choix politiques des États : boycott, blocages portuaires, pressions sur les élus... Alors que des organisations membres du Collectif National Palestine sont ciblées par l'État, comme l'UJFP, notre organisation syndicale doit continuer d'assumer son rôle dans la convergence du Collectif. La paix que nous portons, c'est la paix de la justice sociale, du droit à l'auto-détermination des peuples, du choix notamment de leurs dirigeants politiques, contre tous les calculs des impérialismes.

